REPUBLIC FRANCAISE
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DE L'EURE

ARRETE N° 2018 – 26 – CONC
PORTANT OUVERTURE D'UN EXAMEN PROFESSIONNEL D'ADJOINT ADMINISTRATIF
TERRITORIAL PRINCIPAL DE 2ème CLASSE – SESSION 2019

LE PRESIDENT DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'EURE

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée par la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - art. 23 - 43 et 44 ;
Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
Vu le décret n° 2013-908 du 10 octobre 2013 relatif aux modalités de désignation des membres de jury ;
Vu l'arrêté du 29 janvier 2007 fixant le modèle de document retraçant l'expérience professionnelle des candidats à certains concours et examens professionnels de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2016-1372 du 12 octobre 2016 modifiant, pour la fonction publique territoriale, certaines dispositions générales relatives aux fonctionnaires de catégorie C et divers statuts particuliers de cadre d'emplois de fonctionnaires de catégorie C et B.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Eure organise un examen professionnel d'Adjoint Administratif Territorial Principal de 2ème classe.

ARTICLE 2 : Dates de retrait, de dépôt des candidatures et date de l'épreuve écrite

Période de retrait des dossiers d'inscription : 06 novembre 2018 au 28 novembre 2018
Date limite de dépôt des candidatures : 06 décembre 2018
Date des épreuves écrites : 14 mars 2019

L'épreuve écrite se déroulera le 14 mars 2019 dans le département de l'Eure. Le (ou les) centre(s) d'examen prévus à cet effet est (ou sont) Bernay, Gravigny, Pacy sur Eure, Val de Reuil, Evreux et/ou le Centre de Gestion de l'Eure. Ce (ou ces) dernier(s) sera (ou seront) déterminé(s) en fonction du nombre de candidats admis à concourir à cet examen professionnel.

Pour connaître les modalités d'inscription, veuillez-vous référer à l'article 5 du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Conditions d'inscription

L'examen professionnel est ouvert aux adjoints administratifs ayant atteint le 4ème échelon de ce grade et comptant au moins trois ans de services effectifs dans ce grade ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de

---

1 Cachet de la poste faisant foi
2 Voir Article 5 du présent arrêté : Modalités d'inscription

Adresse la correspondance à Monsieur le Président du Centre de Gestion
la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C.

Toutefois, en application de l'article 16 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 susvisé, « Les candidats peuvent subir les épreuves d'un concours ou d'un examen professionnel prévu aux articles 39 et 79 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée au plus tôt un an avant la date à laquelle ils doivent remplir les conditions d'inscription au tableau d'avancement ou sur la liste d'aptitude au grade ou au cadre d'emplois d'accueil fixées par le statut particulier. ». De ce fait, sont admis à se présenter à cet examen, les candidats qui auront atteint les conditions ci-dessus au plus tard le 31 décembre 2020.

ARTICLE 4 : Nature des épreuves

L'examen professionnel pour le recrutement en qualité d'Adjoint Administratif Territorial Principal de 2ème classe comporte les épreuves suivantes :

1°) Une épreuve écrite d'admissibilité à caractère professionnel portant sur les missions incombant aux membres du cadre d'emplois.
Cette épreuve consistera à partir de documents succincts remis au candidat, en trois à cinq questions appelant des réponses brèves ou sous forme de tableaux, et destinées à vérifier les capacités de compréhension du candidat et son aptitude à retranscrire les idées principales des documents (durée : une heure trente ; coefficient 2).
Cette épreuve écrite est anonyme et fait l'objet d'une double correction.
Sont autorisés à se présenter à l'épreuve orale les candidats ayant obtenu une note égale ou supérieure à 5 sur 20 à l'épreuve écrite.

2°) Une épreuve d'admission qui consiste en un entretien destiné à permettre d'apprécier l'expérience professionnelle du candidat, sa motivation et son aptitude à exercer les missions qui lui seront confiées.
Cet entretien débutera par une présentation par le candidat de son expérience professionnelle sur la base d'un document retraçant son parcours professionnel, suivi d'une conversation.
Ce document, établi conformément au modèle fixé par arrêté du ministre chargé des collectivités locales, est fourni par le candidat au moment de l'inscription et remis au jury préalablement à cette épreuve (durée : quinze minutes, dont cinq minutes au plus d'exposé ; coefficient 3).

ARTICLE 5 : Modalités d'inscription

La période d'inscription est fixée du 06 novembre 2018 au 06 décembre 2018 comme suit :

- Retrait des dossiers d'inscription : du 06 novembre 2018 au 28 novembre 20185 :
  - Soit lors d'une préinscription sur le site Internet (téléprocédure) du Centre de Gestion organisateur : www.cdg27.fr (rubrique concours, Préinscription).
Des ordinateurs seront mis à disposition des candidats n'ayant pas accès à Internet et/ou souhaitant faire une préinscription par voie dématérialisée au Centre de Gestion de l'Eure aux horaires d'ouverture (voir cadre ci-après), pendant lesquels des agents du Centre de Gestion les accompagneront si nécessaire.
Attention : la préinscription ne constitue pas une inscription définitive au concours ou à l'examen. Le Centre de Gestion ne validera l'inscription qu'à réception, avant la date limite de dépôt des dossiers, du dossier original imprimé accompagné des pièces demandées.
  - Soit à l'accueil du Centre de Gestion 274,
  - Soit par voie postale4 : adresser une demande écrite individuelle comportant les nom et adresse du demandeur au Centre de Gestion de l'Eure (à l'adresse ci-dessous).
    - Pour les demandes écrites de dossier : joindre une enveloppe format A4 libellée aux nom et adresse du demandeur, affranchie au tarif en vigueur pour un poids de 200 grammes).

IMPORTANT : Aucune demande de dossier d'inscription par téléphone, fax ou mail, ne sera prise en compte.

3 Minuit
4 Aux heures d'ouverture (voir page suivante)
5 Cachet de la poste faisant foi

Adresse la correspondance à Monsieur le Président du Centre de Gestion
Retour des dossiers d’inscription : le 06 décembre 2018 dernier délai.
- Soit par voie postale au Centre de gestion de l’Eure
- Soit à l’accueil du Centre de Gestion de l’Eure

MISE EN GARDE : L’inscription à l’examen professionnel constitue une décision individuelle. En conséquence, il appartient au candidat de transmettre personnellement son dossier original dans le délai imparti en s’assurant qu’il est suffisamment affranchi. Tout incident dans la transmission du dossier, quelle qu’en soit la cause (retard, perte, ...), engage la responsabilité de l’émetteur et entraîne un refus systématique d’admission à concourir. Si le dossier n’est pas envoyé dans ces délais, la préinscription sera alors annulée. Tout dossier d’inscription adressé au Centre de Gestion de l’Eure, qui ne serait que la photocopie d’un autre dossier d’inscription ou d’un dossier d’inscription recopié, sera considéré comme non-conforme et rejeté. De même, les captures d’écran ou leurs impressions ne seront pas acceptées. Aucun dossier de candidature transmis par télécopie ou messagerie électronique ne sera accepté. Seront acceptés uniquement les dossiers originaux (signature manuscrite originale).

<table>
<thead>
<tr>
<th>Centre de Gestion 27</th>
<th>10 bis rue du Docteur Michel Baudoux – BP 276 – 27002 EVREUX Cedex.</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Horaires d’ouverture :</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>du lundi au jeudi : de 8 heures 30 à 12 heures 30 et de 13 heures 30 à 17 heures 30</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>le vendredi : de 8 heures 30 à 12 heures 30 et de 13 heures 30 à 16 heures 30</td>
</tr>
</tbody>
</table>

ARTICLE 6 : Transmission des documents administratifs par le CDG 27 en lien avec l’examen professionnel (convocation, résultats...) pour les candidats ayant effectué une « télé-procédures »

L’envoi de tous documents relatifs à l’examen professionnel se fera désormais par voie dématérialisée.
Ainsi à l’aide de ces codes, dans son « Espace candidat » chaque candidat pourra :
- suivre la bonne réception de son dossier d’inscription par le Cdg27 qui, par conséquent, ne délivre aucun accusé de réception aux candidats.
- télécharger sa convocation aux épreuves d’admissibilité (au moins 15 jours avant la date de la 1ère épreuve) et d’admission (au moins 8 jours avant).
- consulter et/ou télécharger les résultats d’admissibilité.
- consulter et/ou télécharger les résultats d’admission.
...


Un courriel de notification de dépôt de chacun des documents précités sera transmis à chaque candidat sur l’adresse mail personnelle que ce dernier aura indiqué sur son dossier d’inscription. En ce qui concerne les résultats d’admissibilité et d’admission, le courrier afférent précisera : « Le Président certifie sous sa responsabilité les résultats ci-dessus et, qu’en cas de contestation, cette décision peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de la date de notification. » Cette dernière est soit la date de réception des courriels précisés, soit leur date d’envoi (référence : article 1. IV alinéa 5 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l’économie numérique). A défaut de transmission électronique pour quelque raison que ce soit, ladite transmission s’effectuera par voie postale.


ARTICLE 7 : Demandes de modifications de données relatives à l’examen professionnel

Si l’examen prévoit le choix d’une spécialité et/ou d’une option, toutes demandes de modifications de ces dernières ne sont possibles que jusqu’à la date limite de dépôt des dossiers d’inscription, soit le 06 décembre 2018.

En fonction du cas dans lequel vous vous trouvez, les modalités de modification du dossier d’inscription sont les suivantes :

**AVANT ENVOI DU DOSSIER D’INSCRIPTION ET AVANT LA FIN DE RETRAIT DES DOSSIERS**

En cas d’erreur dans les éléments saisis lors de la préinscription

- Procéder à une nouvelle inscription (possible uniquement pendant la période de préinscription)
- Imprimer le nouveau dossier d’inscription et le transmettre au CDG 27.

Adresser la correspondance à Monsieur le Président du Centre de Gestion.
AVANT ENVOI DU DOSSIER D’INSCRIPTION ET APRÈS LA PERIODE DE RETRAIT DES DOSSIERS MAIS AVANT LA DATE LIMITE DE DEPOT DES DOSSIERS
(En cas d’erreur dans les éléments saisis lors de la préinscription)
- Procéder aux modifications par correction manuscrite suivie d’une signature ou d’un paraphe sur le dossier d’inscription. En cas de contradiction entre les données saisis en ligne et les données rectifiées sur le dossier papier, le service concours du CDG 27 donnera foi aux corrections manuscrites.

APRES ENVOI DU DOSSIER D’INSCRIPTION ET AVANT LA DATE LIMITE DE DEPOT DES DOSSIERS
(En cas d’erreur dans les éléments saisis lors de la préinscription)
- Toute modification n’est possible que par l’envoi d’un courrier postal (cachet de la poste faisant foi) ou d’un email (date de l’email faisant foi) à l’adresse suivante : concours@cdg27.fr.

APRES ENVOI DU DOSSIER D’INSCRIPTION ET APRÈS LA DATE LIMITE DE DEPOT DES DOSSIERS
(En cas d’erreur dans les éléments saisis lors de la préinscription)
- AUCUNE MODIFICATION N’EST POSSIBLE SAUF CELLES RELATIVES AUX COORDONNEES PERSONNELLES

L’admission des candidats à se présenter aux épreuves repose sur :
- l’exacitude des renseignements demandés au dossier et qu’ils ont fournis ;
- la transmission de l’ensemble des pièces demandées au dossier complétées et signées si nécessaire ;
- le respect des conditions à remplir pour se présenter à l’examen professionnel auquel ils se sont inscrits.

Par conséquent, en cas de déclaration inexacte de leur part et/ou de non-conformité de leur dossier et/ou de non-respect des conditions à remplir pour se présenter à l’examen professionnel auquel ils se sont inscrits, ils seront invités à régulariser leur situation. S’ils restent dans l’incapacité de régulariser leur situation dans le délai requis (dernier délai : le jour de la 1ère épreuve) et/ou si les pièces complémentaires fourni ne permettent pas de vérifier qu’ils remplissent bien les conditions requises pour se présenter, leur candidature sera rejetée, même après avoir passé les épreuves, et ils seront radiés de la liste des candidats admis à concourir qui fera l’objet d’un arrêté modificatif.

ARTICLE 8 : Anonymisation des copies d’examen

Nouvelle méthode d’anonymisation des copies des candidats par dématérialisation. A cet effet, chaque candidat devra compléter le timbre en haut de chaque copie utilisée pour sa composition. Une copie sans timbre complété ne sera pas corrigée.


ARTICLE 9 : Autorisation à passer l’épreuve orale d’admission et admission des candidats

Le jury est souverain.
Il peut seul prononcer l’annulation d’une épreuve.
Sont autorisés à se présenter à l’épreuve d’admission, les candidats ayant obtenu une note égale ou supérieure à 5 sur 20 à l’épreuve écrite.
Il est attribué à chaque épreuve (épreuve d’admissibilité et épreuve d’admission) une note de 0 à 20.
Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant. Toute note inférieure à 5 sur 20 à l’une de ces épreuves obligatoires entraîne l’élimination du candidat. Un candidat ne peut être déclaré admis si la moyenne de ses notes est inférieure à 10 sur 20 après application des coefficients correspondants.
Tout candidat qui ne participe pas à l’une des épreuves obligatoires est éliminé.
A l’issue des épreuves, le jury arrête, par ordre alphabétique, la liste des candidats admis à l’examen. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.
Le président du jury transmet la liste d’admission ainsi établie à l’autorité organisatrice de l’examen avec un compte rendu de l’ensemble des opérations.

6 Référence Article 18 du Décret 2013-593
Adresse la correspondance à Monsieur le Président du Centre de Gestion
10 Bis rue du Docteur Michel BAUDOUX – BP 276 – 27002 EVREUX CEDEX – Tél : 02 32 39 23 99 – Mail : info@cdg27.fr –
Site Internet : www.cdg27.fr
ARTICLE 10 : 

Jury

Les membres du jury seront désignés ultérieurement.
Les membres du jury sont nommés par arrêté de l'autorité territoriale de la collectivité qui organise l'examen.
Le jury comprendra au moins :

a) Un fonctionnaire territorial de catégorie A ou B et un fonctionnaire désigné par tirage au sort parmi les représentants du personnel de catégorie C de la Commission Administrative Paritaire de catégorie C, en application de l'article 17 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 susvisé ;
b) Deux personnalités qualifiées ;
c) Deux élus locaux.

Sera désigné, parmi les membres du jury, son président ainsi que le remplaçant de ce dernier dans le cas où il serait dans l'impossibilité d'accomplir sa mission.
Le jury peut se constituer en groupes d'examineurs, compte tenu notamment du nombre des candidats, en vue de la correction des épreuves écrites et des interrogations orales, dans les conditions fixées par l'article 44 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.
Des correcteurs peuvent être désignés par arrêté de l'autorité territoriale compétente pour participer à la correction des épreuves sous l'autorité du jury.

ARTICLE 11 : 

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen : 53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen - Téléphone : 02 32 08 12 70, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 12 : 

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de l'EURE.

Fait à Evreux, le 6 septembre 2018

Le Président

Pascal LEHONGRE
REPUBLICQUE FRANÇAISE
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DE L'EURE

ARRETE N° 2019 – 11 – CONC
PORTANT DÉSIGNATION DES MEMBRES DU JURY DE L'EXAMEN PROFESSIONNEL
D’ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL PRINCIPAL DE 2ème CLASSE – SESSION 2019

LE PRESIDENT DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'EURE

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée par la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - art. 23 - 43 et 44 ;
Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d’emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
Vu le décret n° 2013-908 du 10 octobre 2013 relatif aux modalités de désignation des membres de jury ;
Vu l'arrêté du 29 janvier 2007 fixant le modèle de document retraçant l'expérience professionnelle des candidats à certains concours et examens professionnels de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2016-1372 du 12 octobre 2016 modifiant, pour la fonction publique territoriale, certaines dispositions générales relatives aux fonctionnaires de catégorie C et divers statuts particuliers de cadre d'emplois de fonctionnaires de catégorie C et B ;
Vu l'arrêté n° 2018 – 26 – CONC du 6 septembre 2018 portant ouverture d'un examen professionnel d'Adjoint Administratif Territorial Principal de 2ème classe – session 2019 ;
Vu l'arrêté n° 2019 – 01 – CONC du 9 janvier 2019 portant admission à concourir de l'examen professionnel d'Adjoint Administratif Territorial Principal de 2ème classe – session 2019 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les membres du jury de l'examen professionnel d'adjoint administratif territorial principal de 2ème classe – session 2019 sont les suivants :

Présidente du Jury : Madame Annie DEPRESLE – Maire-Adjointe à Verneuil-sur-Avre
Pourra être remplacée le cas échéant par : Monsieur Jean-Luc CARPENTIER – Conseiller municipal à Saint Pierre des Fleurs

ELUS LOCAUX
Madame Annie DEPRESLE – Maire-Adjointe à Verneuil-sur-Avre
Monsieur Jean-Luc CARPENTIER – Conseiller municipal à Saint Pierre des Fleurs

PERSONNALITES QUALIFIEES
Madame Olga BIDAULT – Conseillère Pédagogique à l'Inspection Académique de l'Eure à la retraite
Monsieur Antoine BOURDIN – Juriste et Directeur de la commande publique et de l'urbanisme à la Commune de Bihorel

Adresse la correspondance à Monsieur le Président du Centre de Gestion

Page 1 sur 2
FONCTIONNAIRE DE CATÉGORIE B OU A ET UN FONCTIONNAIRE DESIGNÉ DANS LES CONDITIONS PRÉVUES A L’ARTICLE 14 DU DECRET DU 20 NOVEMBRE 1985
Madame Anne-Sophie DELAHAYE – Représentante du personnel de catégorie C
Monsieur David SIMONNET – Technicien territorial principal de 2ème classe – Service Hygiène et sécurité du Centre de Gestion de l’Eure

ARTICLE 2 : Cet arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen : 53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen - Téléphone : 02 32 08 12 70, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application Télerecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de l’EURE.

Fait à Evreux, le 27 février 2019

Le Président

[Signature]

Pascal LEHONGRE